



Fonctionnaires de la DGFIP... en voie d'extinction !

Cette année, 1600 emplois vont être supprimés à la DGFIP.

Pour la Meurthe-et-Moselle, cela se traduit par 23 suppressions de postes.

Vos représentants **FO DGFIP 54** ont voté contre ces suppressions d'emplois.

Année après année, le constat reste le même : les suppressions de postes semblent être la seule variable d'ajustement à la disposition de la Direction Générale.

En attendant, les collègues souffrent et la charge de travail augmente !

Elus pour vous représenter, nous avons décidé de siéger à ce CTL pour porter la voix des agents et non pour cautionner les choix de l'Administration. Encore une fois, vos représentants **FO DGFIP 54** n'ont pas reçu un mandat des électeurs pour pratiquer la politique de la chaise vide.

Vous trouverez ci-dessous les évolutions d'emplois par service :

SERVICES		RAN (09/2018)	IDIV CN	A	B	B GEO	C	AST	Total
DIRECTION	dont RH	NANCY			-3		-1		-4
	dont PGC			-1	-4				-5
CDIF	PTGC	BRIEY				-1			-1
SIP	Nancy Sud-Est	NANCY					+1		+1
SIE	Nancy Est	NANCY			-1		-1		-2
	Nancy Nord-Ouest						-1		-1
	Vandoeuvre				-1				-1
SIP-SIE PAM	SIE	NANCY			-1			-1	
SIP-SIE BRIEY	SIP	BRIEY			-1				-1
	SIE				+4		+1		+5
SIP-SIE LONGWY	SIP	BRIEY					-1		-1
	SIE		-1		-4		-1		-6
SPF	Toul	NANCY					-1		-1
TRESORERIES MIXTES	Saint Nicolas	NANCY					-1		-1
	Baccarat	LUNEVILLE					-1		-1
TRESORERIES SPL	CHRU	NANCY					-1		-1
	Pont-à-Mousson						-1		-1
	Nancy Municipale		+1						+1
	Briey-Joeuf	BRIEY					-1		-1
	Longwy				-1				-1
Total			0	-1	-12	-1	-9	0	-23

En 2018, la DGFIP absorbera la quasi totalité des suppressions d'emplois de fonctionnaires : 1600 sur 1650 soit 97 % alors que nous représentons moins de 6 % des effectifs de la Fonction Publique de l'État.

Alors qu'en moins de 10 ans, près de 20 000 emplois auront été supprimés à la DGFIP, les choix gouvernementaux s'orientent clairement vers l'utilisation de la DGFIP et ses personnels comme principale variable d'ajustement budgétaire.

Dans ce contexte, l'avenir s'annonce mal, avec en particulier le programme « Action Publique 2022 » et son objectif de 50 000 suppressions d'emplois dans la Fonction Publique de l'État, impliquant l'abandon de pans entiers de missions régaliennes.

La suppression programmée de 120 000 fonctionnaires, le retour du jour de carence, la hausse de la CSG, le gel du point d'indice et le report d'un an de l'application du PPCR sont autant d'annonces gouvernementales qui démontrent que le progrès social n'est pas pour demain et surtout pas pour les fonctionnaires !

FO DGFIP 54 condamne vivement ces mesures gouvernementales dans toutes les instances.

La DGFIP ne cesse de scier la branche sur laquelle elle est assise.

Les élus **FO DGFIP 54** condamnent cette saignée dans les effectifs.

Les collègues n'en peuvent plus, car il faut faire toujours plus avec moins d'effectifs et de moyens budgétaires.

La politique dévastatrice des emplois a généré une grande souffrance, une démotivation et un manque de lisibilité dans l'avenir de la DGFIP.

Nous revendiquons le maintien des missions et des effectifs correspondants.

Vos élus FO DGFIP 54 :

Alexis TSCHENS

Audrey SISCO

Olivier BAILLARGEAT

Didier HOULLON

